



PREFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE
Direction des Collectivités Locales et
des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques et
Installations Classées
n°481

ARRÊTÉ

**N° 2011-069-20 du 10 mars 2011 portant
prescriptions complémentaires à la Société ABAX-RAVICOLOR pour la surveillance de
la pollution des sols sur les eaux souterraines pour son site industriel à SAINT-LOUIS
en référence au titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement**

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
*Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le Code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et en particulier son article R 512-31, et R512-39-4,
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ,
- VU** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux III-nappe-Rhin, approuvé le 17 janvier 2005,
- VU** le SDAGE du bassin Rhin-Meuse approuvé par arrêté préfectoral du 27 novembre 2009 ,
- VU** le décret du 11 mars 1996 modifiant la nomenclature des Installations Classées et classant les activités de la société RAVICOLOR sous la rubrique 2630,
- VU** le récépissé de déclaration du 6 février 1978 portant sur les rubriques 261/A (installations de simple mélange à froid de liquides inflammables) et 253/B (dépôts de liquides inflammables) délivré à la société RAVICOLOR à Saint-Louis,
- VU** l'arrêté préfectoral n°981305 du 13 mai 1998 portant prescriptions complémentaires à la société RAVICOLOR à Saint-Louis,
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 août 2004 portant prescriptions complémentaires à la société RAVICOLOR à Saint-Louis,
- VU** les conclusions du rapport du 27 mai 1997 établi par le bureau VERITAS effectuant le diagnostic de site et sols potentiellement pollués de la société RAVICOLOR,
- VU** la déclaration de cessation définitive d'activité de la société RAVICOLOR du 6 octobre 2006 et les documents techniques fournis pendant l'instruction du dossier :
 - Rapport diagnostic de sols du 29 juin 2007

- Mémoire cessation d'activité du 15 février 2008
- Actualisation du mémoire de cessation d'activité (13 mai 2009)
- Suivi de la qualité des eaux souterraines (analyses initiales et complémentaires (29 mars 2010)

VU le récépissé de cessation d'activité du 20 janvier 2011,

VU la circulaire du 5 novembre 2007 relative la bancarisation des données issues de l'auto-surveillance des eaux souterraines des sites d'installations classées et des sites pollués,

VU le rapport de contrôle de l'Inspection des Installations Classées du 11 janvier 2011,

VU le procès verbal de récolement de l'ingénieur de l'industrie et des mines du 11 janvier 2011,

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 03 février 2011,

CONSIDERANT que les eaux souterraines constituent la principale ressource régionale en eau potable et qu'il est donc nécessaire de prévenir toute dégradation de leur qualité chimique,

CONSIDERANT Le diagnostic de 1997 avait permis de montrer que la pollution associé au site était imputable aux rejets des effluents de lavage du matériel de fabrication dans des fosses et puits perdus et non aux conditions de stockage,

CONSIDERANT que l'Étude Simplifiée des Risques réalisée en 2005, préconise un renforcement du réseau piézométrique existant, une modification des paramètres de suivi des eaux souterraines et des investigations complémentaires au niveau des sols,

CONSIDÉRANT que les diagnostics complémentaires effectués au niveau des sols en 2007 et 2009 concluent à la présence de nombreux composés dans les sols, et notamment hydrocarbures et métaux lourds,

CONSIDÉRANT que depuis l'arrêt effectif des activités (2006) l'exploitant n'a réalisé que 3 contrôles des eaux souterraines au droit de son site, alors que réglementairement il aurait dû en réaliser à minima 16,

CONSIDÉRANT que de ce fait, le comportement des polluants dans les eaux souterraines au droit du site est encore méconnu, au vu des variations de concentrations en polluants observées sur les dernières analyses, il n'est pas possible de conclure à une résorption de la pollution,

CONSIDERANT que la bancarisation des données issues de l'auto-surveillance des eaux souterraines des sites d'installations classées et des sites pollués dans la banque de données ADES, telle que définie dans la circulaire ministérielle du 5 novembre 2007, nécessite le respect d'un formalisme standardisé,

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il est désormais nécessaire d'intégrer dans les prescriptions d'auto-surveillance des eaux souterraines les codifications exigées par la bancarisation,

CONSIDÉRANT les conditions de surveillance des eaux souterraines prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mai 1998 nécessitent donc d'être complétées afin de fixer l'emplacement des piézomètres et d'adapter la nature des analyses à réaliser (fréquences et paramètres), par rapport aux conclusions des diverses études réalisées,

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 - CHAMP D'APPLICATION :

La société ABAX-RAVICOLOR, ci-après désignée par « exploitant » dont le siège social est situé à Villeneuve le Roi, au 9 voie de Seine, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants pour l'exploitation des installations sis 22 et 32 rue de Mulhouse sur le territoire de la commune de Saint-Louis.

Article 2 – ABROGATIONS ET MODIFICATIONS :

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références de l'arrêté préfectoral d'autorisation	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté
n°981305	Article 3	Remplacé par l'article 3 du présent arrêté

Article 3 – AUTO SURVEILLANCE DES MILIEUX, EAUX SOUTERRAINES ET SOLS :

Article 3.1. Ouvrages existants

Le réseau de surveillance des eaux souterraines se compose des ouvrages suivants :

N°BSS de l'ouvrage	Nom usuel de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Coordonnées Lambert (X,Y)			Profondeur de l'ouvrage
			X	Y	Z	
04465X0140/ RAV1	PZ1	Amont	992,690	2300,475	254,752	20,05m
04465X0141/ RAV2	PZ2	Aval proche	992,785	2300,540	254,151	21,60m
04465X0224/ RAV3	PZ3	Aval latéral droit	A définir	A définir	254,625	20m
04465X0225/ RAV4	PZ4	Aval latéral gauche	A définir	A définir	2540,72	20m

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site. Au moins une fois par an le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 3.2. Ouvrages supplémentaires

Lors de la réalisation d'un nouveau forage, toutes dispositions seront prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Des recommandations techniques figurent en annexe 2.

L'exploitant fait inscrire le nouvel ouvrage de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Article 3.3. Gestion du réseau de surveillance

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient, en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. A cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Article 4. – PROGRAMME DE SURVEILLANCE :

Les modalités de réalisation de la campagne de contrôle sont définies en tenant compte des caractéristiques physicochimiques des substances recherchées (plus ou moins dense que l'eau).

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (code de la santé publique).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètre	
		Nom	Code SANDRE
PZ1,PZ3, PZ2 et PZ4	Semestrielle (hautes eaux et basses eaux) la première année, puis annuellement en période de hautes eaux	Hydrocarbures totaux	1442
		Hydrocarbures dissous	2962
		benzène	1114
		ethylbenzène	1497
		toluène	1278
		xylène	1780
		Chrome	1389
		Arsenic	1369
		Cadmium	1388
		Nickel	1386
		Plomb	1382
		Zinc	1383
		Détergents anioniques	1444
		Dichlorobenzène	2883
		1,2-Dichlorobenzène	1165
		1,3-Dichlorobenzène	1164
		1,4-Dichlorobenzène	1166
		1,1-Dichloropropane	6061
		1,2-Dichloropropane	1655
		1,3-Dichloropropane	1654
		1,1,1-Trichloroéthane	1284
		1,1,2-Trichloroéthane	1285
		Somme Tetrachloroéthylène Trichloroéthylène	2963

Les résultats d'analyses pour les divers polluants devront être détaillés, faisant apparaître notamment les différentes fractions d'hydrocarbures (C5-C8, C9-C16, C17-C40),

Les résultats seront présentés sous la forme de sommes de composés pour : les BTEX, Les hydrocarbures totaux, les dichlorobenzènes, les dichloropropanes et les trichloroéthanes.

ARTICLE 5. MESURES COMPARATIVES ET CONTRÔLES :

Article 5.1. Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de prélèvement et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto-surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère concerné pour les paramètres considérés.

Les mesures comparatives sont réalisées annuellement.

Lorsque la surveillance définie à l'article 4 est réalisée par un organisme extérieur dans les conditions susmentionnées, les mesures comparatives ne sont pas nécessaires.

Article 5.2. Contrôles

Un contrôle de la qualité des eaux souterraines portant sur un nombre de paramètres plus important que celui de l'auto-surveillance peut être exigé par le Préfet à des périodicités définies par la suite.

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, éventuellement de façon inopinée, réaliser ou faire réaliser des prélèvements sur les eaux souterraines.

ARTICLE 6. ACTIONS CORRECTIVES :

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 7. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses, accompagnés de commentaires, avant le 15 juillet de l'année et le 15 janvier de l'année suivante, ainsi que l'historique des problèmes qui auraient pu être rencontrés lors des prélèvements et une copie des fiches de résultats du laboratoire.

Pour la présentation des résultats, l'exploitant pourra se reporter à l'annexe 2.

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, et pour la première fois dans 4 ans, un bilan de l'auto-surveillance des eaux souterraines réalisé sur la période quadriennale écoulée, ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant, **réexaminer les modalités de cette surveillance**, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

ARTICLE 8. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de la société.

ARTICLE 9. PUBLICITE

Conformément à l'article R512-39 du Code de l'Environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Saint-Louis et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 10. SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre I^{er} du livre V du code de l'Environnement.

ARTICLE 11. EXECUTION - PUBLICITE

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Saint-Louis et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de Saint-Louis pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de Mulhouse, le Maire de Saint-Louis et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des Installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société.

Fait à Colmar, le 10 mars 2011
Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général

Signé

Stéphane GUYON

Délais et voie de recours

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.